

Réponse de Storengy à la consultation publique relative à la commercialisation des capacités de transport entre les zones Nord de GRTgaz, Sud de GRTgaz, TIGF et l'Espagne disponibles à compter du 1^{er} avril 2014

Question 1 : Partagez-vous le besoin de visibilité exprimé en Concertation Gaz ? Considérez-vous que la durée de quatre ans envisagée par la CRE pour les capacités Nord-Sud est adéquate ?

Storengy est favorable à donner de la visibilité aux acteurs. La durée de 4 ans pour la vente de capacités répond à cet objectif.

Question 7 : Que pensez-vous de la proposition d'Elengy ? Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz ? Etes-vous favorable à la proposition de réserver 50 GWh/j de capacités interruptibles sous forme de produits mensuels pour mettre en oeuvre la proposition d'Elengy ?

1/ Storengy souhaite rappeler que l'accès aux PITS Nord et Sud Atlantique est contraint par des règles de répartition des capacités interruptibles entre la liaison Nord-Sud et les PITS. **Dans ce contexte, toute évolution des règles a nécessairement un impact sur l'accès aux stockages associés à ces PITS et cet impact doit être au préalable mesuré par la CRE, en y associant Storengy.**

2/ La proposition d'Elengy vise à inciter les expéditeurs à décharger du gaz au Terminal de Montoir, pour, in fine, améliorer l'alimentation de la zone Sud.

Rappel du contexte

Comme l'indique Elengy dans son analyse jointe en annexe à la consultation, le fait que "*très peu de GNL arrive sur Montoir depuis le début de l'année 2012 (...) a entraîné à plusieurs occasions un arrêt complet des émissions, ce qui induit d'une part une destruction massive de capacités interruptibles Nord-Sud et des contraintes d'injection dans le stockage de Chémery et, d'autre part, conduit au torchage des évaporations fatales sur le terminal.*"

Or il s'avère que cette baisse constatée des déchargements par les expéditeurs à Montoir (-48%*) se retrouve à moindre échelle sur les terminaux de Fos Tonkin (-10%*) et Fos Cavaou (-15%*). Les quantités déchargées sur les 3 terminaux français baissent donc, et cette baisse est compensée par un afflux de gaz gazeux transporté par les GRT, et entrant en France par la zone Nord de GRTgaz.

La baisse des déchargements à Fos Tonkin et Fos Cavaou est moindre que celle constatée à Montoir, probablement car d'une part ces deux terminaux sont plus proches des points de chargement (rapidité des rotations permettant une optimisation économique de la flotte), et d'autre part ils permettent d'alimenter directement la zone Sud de GRTgaz (qui présente notamment l'avantage pour un approvisionneur d'un prix de marché supérieur de quelques €/MWh à celui de la zone Nord de GRTgaz).

* évolution des quantités déchargées sur les 12 derniers mois (juin 2012-mai 2013) par rapport aux 12 mois précédents – données issues des sites internet des opérateurs –.

Analyse

Il faut d'abord souligner que l'alimentation directe de la zone Sud par les terminaux méthaniers de Fos n'est pas saturée. L'utilisation des capacités des sites de Fos se monte ainsi pour les années 2012 et 2013 (à date du 24 juin) à environ 50%, démontrant que des déchargements supplémentaires directement en zone Sud sont possibles. Notre opinion est donc, qu'à moins d'être à la hauteur du spread Asie/Europe, **une incitation économique à décharger du gaz à Montoir ne fera au mieux que de détourner des cargaisons initialement prévues de décharger à Fos Tonkin et Fos Cavaou, situés en zone Sud de GRTgaz. L'approvisionnement de la zone Sud sera donc globalement inchangé.**

Par ailleurs, même en supposant que cette incitation économique permette le détournement de cargaisons du nord de l'Europe vers Montoir (par exemple d'expéditeurs n'intervenant pas sur le bassin asiatique), nous considérons que l'attribution automatique de 100% des capacités affermies à la liaison Nord - Sud n'est pas optimale pour la sécurité d'approvisionnement de la zone Sud en hiver. En effet, ces quantités supplémentaires qui seraient déchargées pourraient par exemple servir à du transit vers l'Espagne, alors qu'aujourd'hui 60% d'entre elles sont prioritairement réservées au stockage dans Chémery, et donc à la **sécurité d'approvisionnement de la France.**

Conclusion

En conclusion, ce nouveau mécanisme incitatif, dont l'utilité n'est pas avérée tant que l'alimentation directe de la zone Sud par les terminaux méthaniers de Fos n'est pas saturée, **augmenterait encore la complexité des règles d'accès** aux infrastructures de la zone Sud, et son impact sur l'équilibre global de la zone Sud reste à étudier et quantifier.

Sur la question des modalités de gestion des excédents de recettes en cas d'allocation aux enchères, et plus particulièrement les questions :

Question 12 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents de recettes d'enchères au CRCP ?

et

Question 13 : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents dans un compte régulé de financement des investissements ?

Storengy n'est pas favorable au reversement de ces excédents dans un compte régulé de financement des investissements. En effet, les mécanismes nécessaires à la fusion des PEG (investissements, mécanismes marchés...) sont encore à l'étude et l'intérêt de constituer un tel compte de financement n'est aujourd'hui pas démontré.

Storengy considère par ailleurs qu'un reversement de ces excédents au CRCP pourrait limiter les effets des augmentations (passées et à venir) des tarifs d'acheminement sur l'ensemble des autres points.